

Conditions du bon de commande en date du 27 mai 2019**1. Portée et préséance**

Les conditions suivantes régissent le présent bon de commande (le « PO »), par lequel le fournisseur convient de vendre et de livrer le matériel, l'équipement, la machinerie ou les autres biens qui font l'objet du PO (les « produits livrables ») à Pfizer Canada SRI et/ou Pfizer Canada ULC (ci-après « Pfizer ») ou de lui fournir les services décrits dans le PO (les « services » et, collectivement avec les produits livrables, les « travaux »). Le fournisseur et Pfizer conviennent qu'en cas de conflit entre les conditions décrites dans le présent PO et toute entente conclue entre les parties relativement aux travaux devant être réalisés en vertu du présent PO, les conditions de l'entente prévalent.

2. Acceptation

Le fournisseur est lié par le PO dès qu'il en accuse réception ou qu'il entreprend les travaux, selon la première éventualité.

3. Délai de livraison

Les délais prévus au PO sont de rigueur. Le fournisseur doit s'assurer que les travaux sont livrés et exécutés au plus tard à la date et à l'endroit de livraison précisés aux présentes.

4. Prix

Si aucun prix n'est indiqué aux présentes, les travaux sont facturés au dernier prix consenti par le fournisseur à Pfizer ou à la valeur marchande courante, selon le prix le plus bas. Sauf avis contraire aux présentes, le PO inclut les coûts, l'emballage, la mise en caisse, le marquage, le transport, l'arrimage et ses accessoires, ainsi que les frais de toutes sortes engagés par le fournisseur relativement à ce PO.

5. Taxes

Tout prix indiqué au recto des présentes exclut la taxe sur les produits et services, la taxe de vente harmonisée (« TPS/TVH ») ou toutes autres taxes de vente provinciales ou taxes similaires (« TVP »). La TPS/TVH, la TVP, selon le cas, et les droits de douane et autres frais de même nature doivent figurer séparément sur la facture du fournisseur, et celle-ci doit porter son numéro d'enregistrement de TPS/TVH et le numéro d'enregistrement de TVP, le cas échéant. Le fournisseur est exclusivement responsable du paiement sans délai des taxes, cotisations, réclamations grevables de privilèges, charges ou autres frais imposés au fournisseur ou à Pfizer à l'égard des produits livrables ou des services fournis aux présentes. Par ailleurs, le fournisseur dégage Pfizer de toute responsabilité ou de tous frais engagés si le fournisseur est en défaut à cet effet.

6. Escompte en caisse

Tout escompte de caisse est calculé à la date à laquelle les travaux sont livrés et exécutés et qu'ils sont acceptés par Pfizer.

7. Paiements et factures

Les factures transmises à Pfizer doivent être établies en double, chacune contenant la description des travaux fournis et/ou exécutés et le détail des frais, coûts et dépenses applicables.

8. Emballage, expédition, risque de perte et titre de propriété des produits livrables

Les produits livrables doivent être expédiés conformément aux instructions de Pfizer, ainsi qu'aux lois et aux normes de sécurité commerciales et de l'industrie en ce qui concerne leur manutention, emballage, transport, factage, livraison, utilisation ou mode d'emploi sécuritaires et appropriés. En cas de conflit à cet effet, les dispositions les plus strictes ont préséance. Le titre de propriété et le risque de perte des produits livrables sont transmis à Pfizer seulement au lieu de livraison précisé par Pfizer et après l'inspection et l'acceptation des produits livrables dans un délai raisonnable suivant leur réception. L'acceptation du titre de propriété et du risque de perte par Pfizer ne porte préjudice à aucun droit de Pfizer aux termes des présentes ou de la loi si les produits livrables sont défectueux, même si Pfizer en a accusé réception par écrit.

9. Correction des travaux non conformes

Pfizer peut, dans un délai raisonnable, refuser tous travaux après leur livraison ou leur exécution, selon le cas, si ces travaux ne sont pas conformes à ce PO, aux spécifications communiquées par Pfizer au fournisseur ou aux normes courantes de l'industrie. Le fournisseur doit corriger rapidement les travaux et les retourner à Pfizer à ses frais. Pfizer peut exiger du fournisseur qu'il remplace immédiatement l'un de ses employés ou sous-traitants qui, de l'avis de Pfizer, n'exécute pas les travaux de manière satisfaisante.

Conditions du bon de commande en date du 27 mai 2019

10. Liens Pfizer

Le fournisseur s'engage à exécuter les travaux à titre d'entrepreneur indépendant et non pas à titre d'associé ou de coentrepreneur de Pfizer

11. Résiliation

Pfizer se réserve le droit de résilier ce PO ou d'annuler en totalité ou en partie les travaux en faisant parvenir au fournisseur un préavis de cinq (5) jours à cet effet. Pfizer a le droit de résilier ou d'annuler ce PO dès l'envoi d'un avis au fournisseur en tout temps avant l'acceptation du fournisseur ou si

- a) le fournisseur devient failli ou insolvable,
- b) le fournisseur viole l'une des conditions ou manque à l'une des obligations qui sont prévues dans ce PO,
- c) l'une quelconque des déclarations faites et des garanties données par le fournisseur en vertu des présentes est inexacte ou fausse, ou
- d) le fournisseur n'exécute pas les travaux de façon satisfaisante, au seul jugement de Pfizer.

Si, pour des motifs raisonnablement indépendants de sa volonté, une partie est victime d'empêchement, de restriction ou d'ingérence dans l'acquittement de l'une des obligations de ce PO, elle peut en être dégagée à condition d'en informer immédiatement l'autre partie et de déployer tous les efforts nécessaires pour s'en acquitter dans les meilleurs délais lorsque la situation est corrigée. Si l'obligation ne peut être remplie dans les cinq (5) jours suivant la date de l'avis, Pfizer est alors autorisée à informer le fournisseur de l'annulation immédiate de ce PO. Dès qu'il reçoit l'avis d'annulation de Pfizer, le fournisseur doit réunir et remettre sans tarder de façon ordonnée à un représentant autorisé de Pfizer toute l'information confidentielle (selon la définition donnée aux présentes) et les produits livrables complétés au moment de l'annulation.

12. Modifications

Pfizer peut modifier ce PO en tout temps avant son acceptation en faisant parvenir un avis écrit au fournisseur à cet effet. Après l'acceptation par le fournisseur, Pfizer peut par une demande de changement écrite modifier les travaux à exécuter. Si les modifications occasionnent une hausse ou une baisse du coût des travaux, les parties doivent négocier de bonne foi un rajustement équitable du prix. Le fournisseur ne peut adopter les modifications et Pfizer ne peut être tenue responsable de leur ampleur ni du prix qui s'y rapporte, à moins que les parties se soient entendues sur la demande de changement par écrit.

13. Publications et présentations

Sans l'autorisation écrite préalable de Pfizer, le fournisseur ne doit :

- a) faire aucune présentation ni annonce publique et ne publier aucun document relativement à toute question découlant du PO ou s'y rapportant, y compris le PO lui-même, et
- b) utiliser d'aucune manière les marques de commerce, logos, marques de services, noms commerciaux, dénominations sociales, signes distinctifs ou autres identificateurs d'entreprise de Pfizer.

14. Déclarations et garanties

Le fournisseur déclare et garantit à Pfizer que :

- a) tous les produits livrables fournis aux termes des présentes sont libres de privilèges, de charges ou de réclamations et qu'il est pleinement autorisé à les vendre;
- b) tous les produits livrables fournis aux termes des présentes sont libres de défauts quant aux matériaux et à la fabrication. Ils seront remplacés par le fournisseur à ses frais pour une période de six mois suivant la livraison des derniers produits livrables devant être fournis aux termes des présentes. Les produits livrés sont de qualité marchande acceptable. De plus, ils sont conformes aux spécifications de Pfizer et conviennent aux utilisations auxquelles Pfizer les destine;
- c) tous les services fournis aux termes des présentes doivent être assurés avec professionnalisme et selon les règles de l'art, dans le respect des normes de l'industrie;
- d) les travaux effectués aux termes des présentes, et leur utilisation ou leur vente, ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'une personne;
- e) le fournisseur cède à Pfizer toutes les garanties qui peuvent être cédées, y compris sans s'y limiter, les garanties valides reliées aux produits livrables, notamment les garanties des distributeurs, des fabricants, des fournisseurs, des installateurs, des sous-traitants, etc. Si ces garanties ne peuvent être cédées, le fournisseur prendra à ses frais les mesures que Pfizer pourrait raisonnablement demander pour faire honorer ces garanties; et
- f) le fournisseur a lu et compris les Principes d'interdiction de la corruption de Pfizer énoncés à l'article 21 et s'engage à les respecter.

Conditions du bon de commande en date du 27 mai 2019**15. Assurance et indemnisation**

Au moment d'exécuter tous travaux, le fournisseur doit posséder une assurance suffisante afin de se protéger et de protéger Pfizer contre :

- a) la responsabilité civile professionnelle,
- b) l'indemnisation des accidentés du travail;
- c) la responsabilité générale pour les dommages corporels et matériels; et
- d) la responsabilité automobile pour les dommages corporels et matériels. À la demande de Pfizer, le fournisseur devra lui fournir un certificat d'assurance à cet effet. Les polices d'assurance du fournisseur doivent inclure Pfizer, ses administrateurs, dirigeants, employés, vendeurs, agents et sociétés affiliées comme assurés supplémentaires dans la mesure de la responsabilité et de l'indemnisation assumées aux présentes par le fournisseur.

Toutes les règles applicables aux employés de Pfizer concernant le comportement, la conduite des affaires de Pfizer et la sécurité valent aussi pour les employés, les sous-traitants et les agents du fournisseur lorsqu'ils se trouvent chez Pfizer. Pfizer se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux à quiconque. Le fournisseur doit indemniser, défendre et tenir à couvert Pfizer et ses sociétés affiliées, ainsi que leurs employés, administrateurs, dirigeants, agents et sous-traitants en cas de pertes, de demandes, de poursuites ou d'enquêtes (les « demandes »), y compris, sans s'y limiter, les honoraires d'avocat et les montants consentis pour régler ces demandes, découlant d'une violation de ce PO par le fournisseur et ses dirigeants, administrateurs, employés, sous-traitants ou agents, ou de leur négligence ou de leur faute intentionnelle, sauf si la demande est imputable à la négligence ou à la faute intentionnelle de Pfizer.

16. Limitation de responsabilité

La responsabilité de Pfizer à l'égard du fournisseur pour négligence, violation de ce PO ou pour toute autre demande découlant de dommages ou de pertes ne peut excéder le montant total que Pfizer doit au fournisseur aux termes de ce PO au moment de la violation. En aucun cas, Pfizer ne peut être tenue responsable des dommages indirects, spéciaux, consécutifs ou accessoires ou des pertes, y compris, sans s'y limiter, les pertes de profits, de revenus d'affaires, d'occasions ou les dommages à des tiers.

17. Confidentialité

Le fournisseur tiendra secrète et confidentielle et ne communiquera pas à des tiers toute information dont Pfizer lui aura fait part, de même que toute information de nature confidentielle que lui aura communiquée un tiers dans son rôle de fournisseur pour Pfizer (information qui, en plus des exigences en matière de confidentialité prévues aux présentes, sera tenue confidentielle par le fournisseur, conformément aux termes de sa divulgation par un tiers), et toute information rassemblée par le fournisseur dans le cadre de la fourniture des produits livrables ou des services prévus dans ce PO. Le fournisseur reconnaît et convient par les présentes que l'information et la documentation auxquelles il a et pourrait continuer d'avoir accès, sous quelque forme que ce soit, y compris sans s'y limiter sous forme orale, écrite, graphique, photographique, enregistrée ou numérique, comprend sans s'y limiter l'information et la documentation reliées aux travaux et aux activités de Pfizer, à ses procédés administratifs et à ses méthodes commerciales (« l'information confidentielle ») et que Pfizer met cette information confidentielle à sa disposition uniquement aux fins d'effectuer les travaux. Même si de l'information confidentielle reçue par le fournisseur n'est pas libellée confidentielle, le fournisseur convient de la traiter comme telle.

Le fournisseur reconnaît par les présentes que la nature confidentielle de l'information confidentielle est vitale aux intérêts commerciaux de Pfizer, que cette information confidentielle est et doit demeurer la propriété exclusive de Pfizer et que le fournisseur ne possède ni ne peut conserver aucun droit, titre ou intérêt à l'égard de l'information confidentielle. Le fournisseur accepte en tout temps pendant la durée de ce PO et pendant dix (10) années par la suite :

- a) de tenir secrète et de ne pas utiliser l'information confidentielle, sauf dans le but précis d'exécuter les travaux ou selon les usages expressément autorisés par écrit par Pfizer, et de prendre toutes les mesures et les précautions nécessaires afin de préserver la nature confidentielle, exclusive et secrète de l'information confidentielle; et
- b) d'observer toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que ses employés, dirigeants, administrateurs et agents protègent la nature secrète et exclusive de l'information confidentielle et ne s'en servent que pour l'exécution des travaux ou les usages expressément autorisés par écrit par Pfizer.

Le cas échéant, les renseignements personnels fournis en vertu de ce PO ne seront divulgués à aucune tierce partie, sauf celles engagées pour fournir les services ou comme il est permis ou requis par la loi. Les renseignements personnels du fournisseur pourraient également être divulgués ou transférés à un tiers advenant la proposition ou la conclusion d'une transaction d'achat, de vente, de crédit-bail, de fusion, d'acquisition, ou, au contraire, de cession, de transfert, de transfert de possession ou de

Conditions du bon de commande en date du 27 mai 2019

financement de Pfizer ou d'une partie, d'une division, d'éléments d'actifs ou d'actions de celle-ci. Notez que les renseignements personnels du fournisseur peuvent être stockés ou traités dans d'autres pays, où ils sont susceptibles d'être régis par d'autres lois en matière de protection des renseignements personnels. Ainsi, les lois d'autres pays peuvent obliger la divulgation de renseignements personnels aux autorités gouvernementales dans des circonstances autres que celles qui sont en vigueur au Canada.

S'il y a lieu, le fournisseur consent à recevoir de Pfizer des communications par voie électronique en lien avec le présent PO et toutes les transactions futures avec Pfizer à titre de fournisseur. Le fournisseur peut retirer son consentement à recevoir de telles communications en avisant Pfizer.

18. Propriété intellectuelle

Le fournisseur fera part rapidement à Pfizer des idées, découvertes, inventions, œuvres, créations ou savoir-faire découlant de l'exécution des travaux ou tirés de la totalité ou de toute partie de l'information confidentielle. Pfizer sera propriétaire des éléments suivants et aura des droits, titres et intérêts exclusifs à leur égard :

- a) les brevets nationaux et étrangers, les demandes divisionnaires, les demandes de continuation et de continuation partielle et autres les concernant et leurs redélivrances, renouvellements et prolongations;
- b) les inventions (brevetables ou non), les divulgations d'inventions, les améliorations, les œuvres, les créations, l'information exclusive, le savoir-faire, la technologie, les données techniques, les schémas, les formules, les marques de commerce, les noms commerciaux, les marques de services, les dessins et les topographies de circuits intégrés, et les documents qui s'y rattachent;
- c) les droits d'auteur ou les enregistrements de droits d'auteur, les demandes les concernant et les autres droits correspondants partout dans le monde;
- d) les logiciels et les droits patrimoniaux sur ceux-ci, y compris la documentation connexe; et
- e) les autres droits de propriété intellectuelle ou industrielle, les droits de conception, l'information confidentielle, les secrets commerciaux et tous autres droits de propriété intellectuelle similaires protégés par dispositions législatives ou par le droit civil ou la common law au Canada ou dans tout autre pays (« droits de propriété intellectuelle ») concernant le sujet des présentes, y compris, sans s'y limiter, tous les travaux, que ce soit sous forme écrite, magnétique, électronique ou autre, qui sont donnés au fournisseur par Pfizer ou qui sont conçus, perfectionnés ou mis en pratique pour la première fois par le fournisseur ou toute autre personne dans l'exécution de la totalité ou d'une partie de ses obligations aux termes des présentes ou dans d'autres circonstances liées au PO. Par la présente, le fournisseur renonce, et s'assurera que ses employés renoncent, à tous droits moraux, droits d'auteur ou autres droits de propriété intellectuelle ou industrielle en faveur de Pfizer, là où une telle renonciation n'est pas interdite par la loi, à l'égard de toute œuvre découlant de l'exécution des travaux. Le fournisseur signera et fera signer à ses employés tous les documents, y compris les actes de cession, qui peuvent être nécessaires en vertu de la loi pour en donner le titre de propriété à Pfizer.

19. Recours

Le fournisseur reconnaît qu'une infraction aux conditions du PO causera un tort à Pfizer dont aucun jugement en dommages-intérêts pécuniaires ne pourrait la compenser adéquatement. Si le fournisseur enfreint les conditions du PO, Pfizer pourra, de plein droit, s'adresser à un tribunal ayant compétence en droit et en equity pour obtenir une mesure réparatoire, une renonciation, une ordonnance de ne pas faire, une injonction, un jugement ou toute autre mesure susceptible d'assurer le respect des conditions du PO par le fournisseur.

20. Dispositions générales

Sous réserve de l'existence d'une entente écrite signée par les parties au sujet de ce PO, le présent document constitue la totalité de l'entente intervenue entre les parties à ce sujet et remplace les négociations, déclarations et ententes précédentes à cet effet. Sous réserve de l'article 12 de ce PO, toute modification à ce PO doit être faite par écrit et signée par les deux parties. Le fournisseur ne peut céder ce PO, non plus que les droits ou les obligations qui s'y rattachent, sans le consentement écrit préalable de Pfizer, consentement qui peut être refusé à la seule discrétion de Pfizer. Ce PO est régi et interprété en conformité avec les lois du Québec, sans référence aux dispositions de la province sur les conflits de lois, et avec les lois canadiennes applicables. Les litiges issus de ce PO seront tranchés par les tribunaux compétents du Québec, et chaque partie aux présentes s'en remet irrévocablement à la compétence de ces tribunaux. Si une condition ou une disposition de ce PO ou son application est invalide ou inexécutoire, elle en sera retranchée, sans avoir d'incidence sur le reste du PO. Les autres conditions ou dispositions demeureront valides et exécutoires dans la pleine mesure autorisée par la loi. Aucune renonciation à une disposition du PO n'est valide à moins

Conditions du bon de commande en date du 27 mai 2019

d'être formulée par écrit et signée par la partie qui y consent. Toutes les références aux sommes d'argent dans ce PO sont en dollars canadiens.

À moins d'une mention précise à cet effet dans l'entente de services cadre, le fournisseur n'est pas autorisé à verser des honoraires aux professionnels de la santé (PS) ni aux organismes de soins de santé (OSS) au nom de Pfizer.

Il est convenu par le présent acte que les deux parties demandent que ce contrat et tout avis, consentement, autorisation, communication et approbation soient rédigés en langue française. *It is hereby agreed that both Parties specifically require that this P.O. and any notices, consents, authorizations, communications and approvals be drawn up in the French language.*

21. Conformité à la FCPA

Déclarations et garanties

Par les présentes, le fournisseur déclare et assure ce qui suit à Pfizer.

- a. Le fournisseur est autorisé, enregistré ou qualifié en vertu des lois, des règlements, des politiques et des exigences administratives locales afin de pouvoir fournir les biens ou services prévus dans le présent PO, et aucun règlement ni aucune autre obligation n'interdisent de fournir de tels biens ou services.
- b. Le fournisseur n'a pas offert ni autorisé l'offre ou la remise d'une somme d'argent ou de quoi que ce soit d'une certaine valeur, et n'offrira ni n'autorisera l'offre ou la remise d'une somme d'argent ou de quoi que ce soit d'une certaine valeur, directement ou indirectement, afin de chercher à influencer un représentant de l'État ou toute autre personne en vue que Pfizer obtienne ou conserve des marchés d'une manière inappropriée, ou obtienne indûment un avantage commercial, et le fournisseur n'a pas accepté ni n'acceptera à l'avenir ce type de paiement.
- c. S'il y a lieu, le fournisseur a reçu un exemplaire des Principes internationaux relatifs à l'interdiction de la corruption de Pfizer et a communiqué ceux-ci à toutes les personnes agissant en son nom en lien avec tout travail pour Pfizer, y compris ses agents et sous-traitants.
- d. Toute information fournie par le fournisseur à Pfizer, en lien avec la vérification diligente en matière de lutte contre la corruption de Pfizer, est complète, véridique et exacte, et le fournisseur s'engage à informer Pfizer si toute réponse dans le questionnaire de vérification diligente concernant le fournisseur ou concernant toute personne identifiée dans ledit questionnaire ou un membre de sa famille, selon le sens attribué à ce terme à cet égard, venait à changer au cours de l'exécution du PO.
- e. Le fournisseur s'engage à i) fournir de la documentation véridique et complète, avec suffisamment de détails, au soutien du travail exécuté et des dépenses engagées, ii) maintenir des factures, rapports, énoncés, livres et autres registres véridiques, exacts et complets, et iii) obtenir une autorisation préalable par écrit de Pfizer pour toute dépense extraordinaire.
- f. Le fournisseur permettra aux vérificateurs internes et externes de Pfizer d'accéder à tout livre comptable, document, pièce et registre du fournisseur relativement aux transactions prévues dans le cadre du PO, pendant la durée du PO et durant trois (3) ans après le dernier versement effectué en vertu du PO. Lorsque le PO porte sur des études cliniques, il doit comprendre des mesures de sécurité acceptables en matière de protection de la confidentialité.
- g. S'il y a lieu, le fournisseur remplira et soumettra à Pfizer le Certificat de conformité annuel du tiers à la demande de Pfizer.
- h. S'il y a lieu, le fournisseur accepte, à la demande de Pfizer, que toute personne agissant pour le compte du fournisseur en lien avec tout travail pour Pfizer suive une formation sur la lutte contre la corruption donnée par Pfizer, et convient d'indiquer à Pfizer toute personne qui se doit de suivre une telle formation au moment de conclure le contrat et pendant la durée de l'engagement.
- i. S'il y a lieu, le fournisseur s'engage à respecter la politique et les méthodes relatives à l'interdiction de la corruption (MAPP – My Anti-Corruption Policy and Procedures) de Pfizer en lien avec sa prestation aux termes du PO, y compris l'obligation pour les employés pertinents du fournisseur, tel que le détermine Pfizer, de suivre une formation fournie par Pfizer sur la lutte contre la corruption et les MAPP.
- j. Le fournisseur est investi des droits suffisants pour octroyer tout droit de propriété intellectuelle tel qu'il est censé le faire aux termes du PO, libre et quitte de toute charge.
- k. Pfizer peut utiliser tout document, donnée, information et autre livrable devant lui être fournis aux termes du PO sans avoir besoin d'information ou de renseignements exclusifs appartenant au fournisseur ou à un tiers, et Pfizer ne sera tenue d'obtenir aucune licence ou sous-licence particulière après la prestation des services par le fournisseur.
- l. Dans le cadre de la prestation des services, le fournisseur se conformera strictement à toutes les lois et à tous les règlements applicables, y compris, sans s'y limiter, les lois et règlements se rapportant au respect de la vie privée, à l'environnement, à la santé et à la sécurité ainsi qu'aux règles et politiques internes de Pfizer communiquées au fournisseur de temps à autre.

Conditions du bon de commande en date du 27 mai 2019

Résiliation

Outre les autres causes de résiliation prévues aux présentes, Pfizer peut mettre fin au PO si le fournisseur

- a) enfreint l'une des déclarations ou l'un des engagements précisés ci-dessus ou
- b) si Pfizer apprend
 - i) que des paiements inappropriés sont ou ont été faits par le fournisseur ou ceux qui agissent en son nom à des représentants de l'État ou à toute autre personne relativement aux services rendus au nom de Pfizer ou
 - ii) que le tiers ou ceux qui agissent en son nom relativement aux services rendus au nom de Pfizer ont accepté quelque paiement, objet ou avantage que ce soit, peu importe sa valeur, qui aurait pu les inciter, de manière inappropriée, à octroyer, à obtenir ou à renouveler un contrat ou à accorder un avantage commercial déloyal à une autre personne, entité ou entreprise ou encore à profiter d'un tel avantage auprès d'une autre personne, entité ou entreprise.

Si le PO est résilié, le fournisseur n'aura droit à aucun autre paiement, peu importe les activités entreprises ou les ententes intervenues avec d'autres entités tierces avant la résiliation; le fournisseur sera également passible de dommages-intérêts ou pourra faire l'objet de recours en vertu de la loi. En outre, le Fournisseur convient d'indemniser et de tenir à couvert Pfizer pour l'ensemble des réclamations, responsabilités, amendes, pénalités, pertes ou dommages découlant du défaut du Fournisseur de respecter les obligations lui incombant aux termes du présent PO.

22. Principes internationaux relatifs à l'interdiction de la corruption

Pfizer applique depuis longtemps une politique contre les pots-de-vin et la corruption dans la conduite de ses activités aux États-Unis et à l'étranger. Pfizer s'est engagée à mener ses activités en toute intégrité, dans le respect des principes éthiques et d'une manière conforme aux lois et règlements applicables et s'attend à ce que ses consultants, ses agents, ses mandataires et les entreprises ou personnes qui agissent en son nom « Partenaires d'affaires » ou au nom de ses partenaires d'affaires (p. ex., les sous-traitants) en fassent autant lorsqu'ils agissent pour le compte de Pfizer.

Corruption de représentants de l'État

La plupart des pays ont des lois qui interdisent de donner, d'offrir ou de promettre (directement ou indirectement) un paiement ou quoi que ce soit d'une certaine valeur à un représentant de l'État, en particulier dans le but de l'inciter à influencer sur une intervention ou une décision officielle visant à accorder ou à conserver des marchés.

Le terme « Représentant de l'État », lequel doit recevoir une interprétation large, désigne :

- a) tout Représentant de l'État élu ou nommé d'un autre pays que les États-Unis (ex : un législateur ou un membre d'un ministère non américain),
- b) tout employé ou individu agissant pour ou au nom d'un agent d'un Gouvernement non américain, d'une agence gouvernementale non américaine, ou d'une entreprise travaillant pour, ou étant possédée ou contrôlée par, un gouvernement non américain (par exemple un professionnel de santé employé par un hôpital public non américain), un hôpital gouvernemental ou un chercheur employé par une université publique non américaine),
- c) tout responsable d'un parti politique non américain, candidat à un mandat officiel non américain, ou employé ou individu agissant pour ou au nom d'un parti politique ou d'un candidat à un mandat officiel non américain,
- d) tout employé ou individu agissant pour ou au nom d'une organisation publique internationale,
- e) tout membre d'une famille royale ou membre d'un corps d'armée non américain, et
- f) tout individu autrement désigné comme Représentant de l'État en vertu des lois locales en vigueur ou des Politiques de Pfizer.

Le terme « État » comprend tous les niveaux et paliers de l'administration publique (paliers local, régional ou national, et paliers administratif, législatif ou exécutif).

Le terme « Représentant de l'État » ayant un sens large, il est probable que les partenaires d'affaires interagiront avec un Représentant de l'État dans le cours normal de leurs activités au nom de Pfizer. Par exemple, les médecins employés par des hôpitaux appartenant à l'État seraient considérés comme des Représentants de l'État.

La loi étatsunienne appelée U.S. Foreign Corrupt Practices Act (la « FCPA ») interdit d'accorder, de promettre ou d'autoriser la remise d'un paiement ou de quoi que ce soit d'une certaine valeur à un Représentant de l'État d'un autre pays que les États-Unis dans le but d'inciter ce dernier, de manière inappropriée ou par corruption, à prendre quelque mesure ou décision gouvernementale que ce soit visant à aider une entreprise à obtenir ou à conserver des marchés, ou à obtenir tout autre avantage déloyal. La FCPA interdit également à une entreprise ou à une personne d'utiliser une autre entreprise ou une autre personne pour

Conditions du bon de commande en date du 27 mai 2019

qu'elle se livre aux actes mentionnés ci-dessus. En tant que société étatsunienne, Pfizer doit respecter la FCPA et pourrait être tenue responsable des gestes posés n'importe où dans le monde par ses partenaires d'affaires.

Principes relatifs à l'interdiction de la corruption régissant les interactions avec l'État et ses représentants

Les partenaires d'affaires de Pfizer doivent promouvoir et respecter les principes suivants dans le cadre de leurs interactions avec l'État et ses représentants :

- a) Les Partenaires d'affaires, de même que ceux qui agissent en leur nom pour le compte de Pfizer, ne peuvent pas accorder, promettre ou autoriser, directement ou indirectement, le versement d'un pot-de-vin ou la remise de quoi que ce soit d'une certaine valeur à un représentant de l'État dans le but d'inciter cette personne à prendre quelque mesure ou décision gouvernementale que ce soit visant à aider Pfizer à obtenir ou à maintenir des marchés. Il leur est également interdit, en tout temps, d'offrir à un Représentant de l'État une somme d'argent ou quelque article ou avantage que ce soit, peu importe sa valeur, afin de l'inciter de manière inappropriée à approuver, à rembourser, à prescrire ou à acheter un produit de Pfizer, à influencer le résultat d'un essai clinique ou à autrement favoriser d'une manière inappropriée les activités commerciales de Pfizer.
- b) En menant leurs activités associées à Pfizer, les Partenaires d'affaires, de même que ceux qui agissent en leur nom pour le compte de Pfizer, doivent comprendre et respecter les lois ou les règlements nationaux ou les modes opératoires (notamment les exigences des entités publiques comme les hôpitaux ou les centres de recherche gouvernementaux) qui imposent des limites, des restrictions ou des exigences de divulgation en ce qui a trait à la rémunération, au soutien financier, aux dons ou aux cadeaux qui peuvent être offerts aux Représentants de l'État. Si un Partenaire d'affaires doute du sens ou de l'applicabilité des limites, des restrictions ou des exigences de divulgation stipulées relativement aux interactions avec les Représentants de l'État, il doit consulter sa personne-ressource principale chez Pfizer avant d'entreprendre toute activité.
- c) Il est interdit aux Partenaires d'affaires, de même qu'à ceux qui agissent en leur nom pour le compte de Pfizer, de proposer des paiements de facilitation. Un « Paiement de facilitation » est un paiement symbolique versé à un Représentant de l'État dans le but de garantir ou d'accélérer l'adoption d'une mesure gouvernementale non discrétionnaire courante. À titre d'exemple de Paiement de facilitation, mentionnons un paiement pour accélérer le traitement de licences, de permis ou de visas une fois toutes les formalités administratives satisfaites. Si un Partenaire d'affaires ou une personne agissant en son nom pour le compte de Pfizer fait l'objet ou prend connaissance d'une demande de Paiement de facilitation ou d'une tentative de corruption qui toucherait les activités de Pfizer, il se doit d'en informer sans tarder sa personne-ressource principale chez Pfizer avant de prendre quelque mesure que ce soit.

Corruption commerciale

La corruption peut également avoir lieu dans le cadre de relations interentreprises non gouvernementales. La plupart des pays ont des lois qui interdisent d'offrir, de promettre, de donner, de demander, de recevoir, d'accepter ou de consentir à accepter de l'argent ou quoi que ce soit d'une certaine valeur en échange d'un avantage commercial déloyal. À titre d'exemple, il est notamment interdit d'offrir des cadeaux coûteux, des marques d'hospitalité somptueuses, des ristournes ou des possibilités d'investissement afin d'inciter indûment l'achat de biens ou de services. Pfizer interdit à son personnel d'offrir, de donner, de solliciter ou d'accepter des pots-de-vin, et elle s'attend à ce que ses partenaires d'affaires, et ceux qui agissent en leur nom pour le compte de Pfizer, en fassent de même.

Principes relatifs à l'interdiction de la corruption régissant les interactions avec les tiers et le personnel de Pfizer

Les Partenaires d'affaires de Pfizer doivent promouvoir et respecter les principes suivants dans le cadre de leurs interactions avec les tiers et le personnel de Pfizer :

- a) Les Partenaires d'affaires, de même que ceux qui agissent en leur nom pour le compte de Pfizer, ne peuvent pas accorder, promettre ou autoriser, directement ou indirectement, le versement d'un pot-de-vin ou la remise de quoi que ce soit d'une certaine valeur à une personne dans le but de l'inciter à accorder un avantage commercial déloyal à Pfizer.
- b) Les Partenaires d'affaires, de même que ceux qui agissent en leur nom pour le compte de Pfizer, ne peuvent solliciter, consentir à accepter ou recevoir, directement ou indirectement, un paiement ou quoi que ce soit d'une certaine valeur constituant une incitation inappropriée dans le cadre de leurs activités commerciales menées pour le compte de Pfizer.
- c) Il est défendu au personnel de Pfizer d'accepter des cadeaux, des services, des à-côtés, des divertissements ou d'autres articles dont la valeur serait plus que symbolique de la part de Partenaires d'affaires et de ceux qui agissent en leur nom pour le compte de Pfizer. Ils ne peuvent en outre accepter de cadeaux de valeur symbolique qu'à de rares occasions et seulement lorsque les circonstances le justifient.



Conditions du bon de commande en date du 27 mai 2019

Signalement de violations présumées ou réelles

Les Partenaires d'affaires, de même que ceux qui agissent en leur nom pour le compte de Pfizer, sont tenus d'éveiller les soupçons à l'égard d'éventuelles violations de la loi ou des présents principes internationaux relatifs à l'interdiction de la corruption. Ainsi, les Partenaires d'affaires peuvent en faire rapport à leur personne-ressource principale chez Pfizer ou, s'ils préfèrent, au Service de la conformité de Pfizer, par courriel à l'adresse corporate.compliance@pfizer.com ou par téléphone au +1-212-733-3026.

Les employés des organismes d'État suivants avec lesquels Pfizer interagit fréquemment sont automatiquement considérés des représentants de l'État au Canada :

- | | |
|---|--|
| a) Santé Canada | l) Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé (ACMETS) |
| b) Industrie Canada | m) Integrated Health Agencies (Canada atlantique) |
| c) Bureau du Conseil privé | n) Réseaux locaux de services de santé et de services sociaux (CISSS, CIUSSS) (Québec) |
| d) Cabinet du Premier ministre | o) Groupes de médecine familiale (Québec) |
| e) Affaires étrangères et Commerce international | p) Cliniques réseau (CR ou CMA) (Québec) |
| f) Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | q) Réseaux locaux d'intégration des services de santé (Ontario) |
| g) Anciens combattants Canada | r) Équipes de santé familiale (Ontario) |
| h) Défense nationale | s) Regional Health Authorities (Ouest canadien) |
| i) Ministères des Finances Canada | t) Agence canadienne d'inspection des aliments |
| j) Gendarmerie royale du Canada | u) Direction des médicaments vétérinaires (DMV) |
| k) Programme commun d'évaluation des médicaments (PCEM) | v) Aquaculture Canada |

Exemples de représentants de l'État au Canada :

- a) Représentants de l'État élus ou nommés
- b) Fonctionnaires
- c) Candidats déclarés d'un parti politique (en vue de l'investiture d'un parti ou d'une élection)
- d) Professionnels de la santé satisfaisant aux critères énoncés dans la définition de représentant de l'État, par exemple, professionnels de la santé au service a) de l'armée, b) du Service correctionnel du Canada (prisons et pénitenciers) ou c) d'hôpitaux ou d'établissements de santé exploités ou régis par l'État (hôpitaux psychiatriques, hôpitaux pour les anciens combattants), et professionnels de la santé membres de groupes de travail ou de comités étatiques (p. ex., le Comité consultatif d'experts pour le traitement des douleurs chroniques intenses, le Comité consultatif sur le sida, le Conseil consultatif national sur le troisième âge, le Medical Advisors Group)
- e) Professionnels de la santé administrateurs, dirigeants ou employés de tout établissement de soins de santé (p. ex., hôpital, clinique, etc.) ou de tout établissement d'enseignement supérieur (p. ex., collège, cégep, université, etc.) financé par l'État, ou qui y sont affiliés
- f) Dirigeants, employés ou personnes agissant à titre officiel au nom des organisations suivantes : Nations unies, Organisation mondiale de la Santé, Organisation mondiale du commerce, Commission mixte internationale (États-Unis et Canada), Comité international de la Croix Rouge, Banque nord-américaine de développement, Fonds monétaire international, Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et Banque interaméricaine de développement
- g) Dirigeants, employés ou personnes agissant à titre officiel au nom de commissions scolaires ou de cégeps/collèges communautaires